bilan parlementaire **2025-2026**

Philippe Juvin

Votre député



Député - Rapporteur général du budget

Bois-Colombes - Courbevoie - La Garenne-Colombes

Mes convictions, mon engagement



L'année parlementaire a été dominée par deux grands sujets : la loi sur l'euthanasie et les discussions budgétaires.

Médecin toujours en exercice, j'ai voté contre la loi sur l'euthanasie, pour les raisons que j'ai exposées à la tribune de l'Assemblée et que vous trouverez plus loin. Dans un pays où l'accès aux soins est si difficile, je refuse de prendre le risque que l'on demande la mort faute d'avoir obtenu des soins palliatifs. Diffuser partout la culture palliative doit être notre priorité : **la fraternité ne peut pas se résumer à faciliter la mort.** Un tel sujet engage si profondément les consciences qu'il aurait été plus sage de le trancher par référendum.

Sur le budget, la situation est grave. **La dette nous étouffe : elle dévore nos marges de manœuvre et nous oblige à lever l'impôt pour payer des intérêts toujours plus lourds, au détriment du pouvoir d'achat des Français et de la compétitivité des entreprises.**

Notre souveraineté elle-même est en jeu puisque plus de la moitié de cette dette est détenue par des créanciers étrangers. Le pire peut encore être évité, à condition de se donner un véritable plan de retour à l'équilibre : baisser la dépense et engager les réformes qui permettront de produire et de travailler davantage. **La France ne peut pas vivre durablement à crédit.** Tout financer par l'emprunt, c'est faire vivre à crédit aujourd'hui en faisant payer la facture aux générations futures. C'est inacceptable.

Au niveau local, à La Garenne, où je préside la Majorité municipale, comme à Bois-Colombes et à Courbevoie, je reste à votre disposition. Je travaille avec les trois maires, à votre quotidien comme à leurs grands projets.

Avec mes amitiés.

Pr Philippe JUVIN
Votre député
Conseiller municipal et ancien maire de La Garenne

Nous risquons l'étouffement par la dette. Il faut dépenser moins et travailler plus.

2027 : demander des engagements précis

L'élection présidentielle doit être un moment de vérité sur nos finances publiques. Les Français ont le droit de savoir comment les candidats comptent financer leurs engagements et réduire les dépenses.

C'est le sens du courrier que j'ai adressé aux principaux candidats : leur demander des propositions précises sur les économies à réaliser et les réformes à engager. Nous ne pouvons plus nous contenter de promesses financées à crédit.

Budget : dépenser moins, dépenser mieux, travailler plus et simplifier

En octobre 2026, la commission des Finances m'a réélu pour un deuxième mandat de rapporteur général du budget. Son rôle est d'articuler le travail parlementaire entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale, et d'apporter son expertise dans les sujets budgétaires. Il tente d'orienter les votes en prononçant un avis favorable ou défavorable aux amendements des députés.



l'Opinion

Finances publiques : le poison de l'effet cliquet

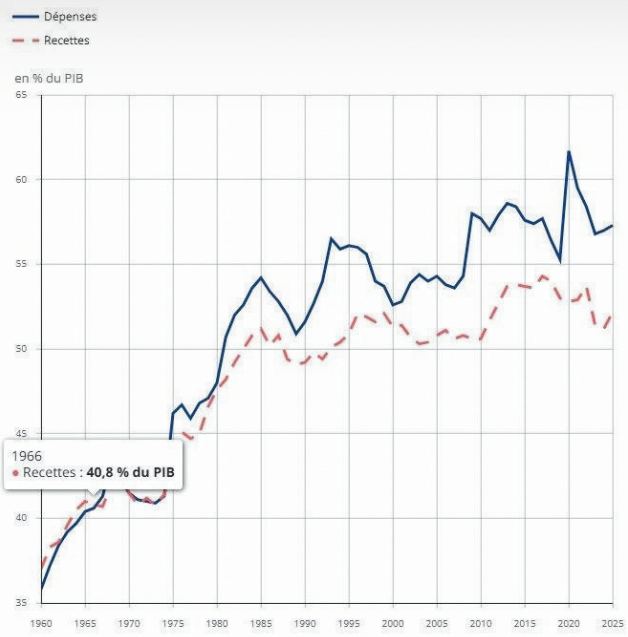
Alors que la dette devrait atteindre 118 % du PIB à la fin de l'année, le gouvernement prépare le budget 2027 sous la pression. Chaque coup de frein déclenche une levée de boucliers sociale et politique, expliquent Philippe Juvin et Jean-René Cazeneuve

À chaque crise, la France augmente fortement ses dépenses publiques pour y répondre, mais, une fois la crise passée, ces dépenses ne reviennent jamais à leur niveau antérieur.
Dans l'Opinion, je dénonce cette dérive des comptes publics et propose de réduire les dépenses.

Scanner le QR code pour lire la tribune



Scanner le QR code pour écouter l'alerte que je formule sur la situation des comptes publics et la réponse du ministre de l'Action et des Comptes publics David Amiel.



Évolution des dépenses publiques et des recettes depuis 30 ans.

La dépense publique augmente de manière ininterrompue, et plus rapidement que les recettes et la croissance. C'est ce fait qui explique l'endettement. La réduction de ce dernier passe donc par un freinage des dépenses.

Préparer le financement des retraites des fonctionnaires - Garantir les retraites futures suppose d'en préparer le financement dès aujourd'hui. Je propose de constituer progressivement des réserves destinées à financer les pensions des fonctionnaires. C'est le principe du provisionnement : anticiper une dépense future en mettant des ressources de côté. L'objectif est de réduire la pression des pensions sur les budgets publics et de retrouver des marges pour investir.

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMUNICATION

Provisionner les retraites des fonctionnaires, une solution pour garantir une retraite future aux fonctionnaires en activité

Scanner pour retrouver mes propositions

Mon année en chiffres (septembre 2025 - septembre 2026)

47	1 350	810	17	270
propositions de loi déposées et cosignées	*amendements cosignés*	*amendements déposés*	*questions au Gouvernement*	*heures consacrées aux travaux budgétaires*

Pour le pouvoir d'achat et la revalorisation du travail

TRAVAIL LÉGISLATIF

N° 2963

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 juin 2026.

PROPOSITION DE LOI

portant sur la **suppression** *du* **Haut-commissariat** *à la* **stratégie** *et au* **plan**,

Simplifier l'État et réduire les dépenses inutiles - Je défends la proposition de loi qui vise à supprimer le Haut-commissariat à la stratégie et au plan, dont les missions sont jugées redondantes avec celles d'autres institutions.

Dans un contexte de finances publiques dégradées, l'objectif est de baisser la dépense de l'État en rationnalisant l'administration.

Sauvegarder le Pacte Dutreil - Lors de la négociation du budget, les Socialistes souhaitaient mettre fin à ce dispositif qui permet la transmission des entreprises familiales. Plusieurs milliers d'entreprises sont concernées chaque année et constituent un maillage territorial indispensable à la vitalité du pays. Je m'y suis opposé et le pacte a été conservé.

Faire en sorte que le travail paie toujours davantage que l'inactivité - J'ai cosigné une proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur le coût et le cumul des aides sociales. L'objectif est de disposer d'une vision complète des aides nationales et locales, de mieux identifier les fraudes et les abus, et de mesurer les situations dans lesquelles la reprise d'activité est découragée car apporte trop peu de revenus supplémentaires.

BRUT = NET

LE FIGARO

«Je veux rendre le travail plus attractif» : comment Philippe Juvin veut redonner 106 milliards d'euros aux salariés

Je propose de rapprocher fortement le salaire net du salaire brut. Ma proposition consiste à supprimer les principales cotisations salariales, hors CSG et CRDS, afin de rendre directement 106 milliards d'euros aux salariés, soit environ 11 % de salaire brut supplémentaire. Cette réforme serait financée par les recettes nouvelles générées par davantage de consommation et d'emplois, complétées par une hausse de trois points de TVA, d'un point de CSG et par la suppression de la prime d'activité. Mon objectif est simple : que travailler rapporte davantage et que le financement de notre modèle social pèse moins sur le travail.

Scanner le QR code pour en savoir plus sur ma proposition

RMC

"Le travail ne paie plus": comment Philippe Juvin veut réduire l'écart entre salaire brut et net

Sur RMC, j'ai pu détailler ma proposition pour rapprocher le salaire net du salaire brut.

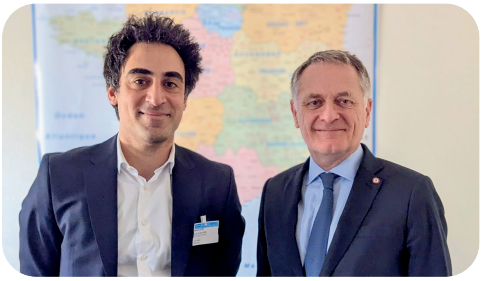
Scanner le code QR pour revoir l'émission.

DÉFENDRE NOS ENTREPRENEURS



A l'invitation du président du Medef, Patrick Martin, j'ai échangé avec les patrons des ETI lors de la rencontre des entrepreneurs de France (août 2026).





Avec Amir Reza-Tofighi, président des Entrepreneurs (ex-CPME), qui défend les PME françaises.

Protéger notre souveraineté industrielle

Sauvegarder nos entreprises stratégiques

La France a besoin d'investissements, français et étrangers, pour développer ses entreprises et créer des emplois. Elle doit en même temps **préserver la maîtrise des activités essentielles à sa souveraineté.**

C'est pourquoi **j'ai déposé une proposition de loi pour renforcer le contrôle des investissements étrangers dans nos secteurs stratégiques**.

Elle poursuit quatre objectifs :

- Mieux définir les activités soumises à une autorisation préalable du Gouvernement, notamment dans la santé, l'alimentation, l'énergie et le numérique ;
- Clarifier les règles pour sécuriser les investissements ;
- Renforcer le pouvoir de contrôle du Parlement ;
- Développer la réciprocité avec les pays extérieurs à l'Union européenne.

Pour faire avancer ce travail, j'ai réuni des personnalités qualifiées de sensibilités différentes : le **ministre de l'Économie Roland Lescure**, l'ancien ministre Arnaud Montebourg, l'**ancien Premier ministre Michel Barnier**, **l'ancienne ministre Michèle Alliot-Marie**, le président de groupe Laurent Wauquiez, les députés Aurélie Trouvé (LFI), François Jolivet (Horizons), Patrick Hetzel (LR) et Hervé de Lépinau (RN). Peu de sujets réunissent autant de personnalités différentes autour d'une même cause.

Notre objectif : accueillir les investissements qui renforcent la France et mieux nous protéger des investissements prédateurs qui visent à fragiliser notre indépendance et notre souveraineté.

Scanner pour retrouver le détail du colloque



*Le colloque était organisé en hommage à **Olivier Marleix**. Député et ancien président du Groupe LR, il était très mobilisé sur le sujet des investissements étrangers. Il a notamment présidé la commission d'enquête sur les ventes d'entreprises à l'étranger. Il nous a tragiquement quittés en 2025.*





Roland Lescure



Michel Barnier



Michèle Alliot-Marie



Arnaud Montebourg



Patrick Hetzel (LR), Aurélie Trouvé (LFI), François Jolivet (Horizons)

Agir pour votre santé

FIN DE VIE



Scanner pour écouter mon discours

Le JDD

«Une loi permissive et expéditive» : les inquiétudes de Philippe Juvin sur l'euthanasie

MISE EN GARDE. À la veille de la reprise des débats sur l'aide à mourir à l'Assemblée, le médecin et député LR alerte sur les conséquences d'une telle loi.

« Si nous autorisons l'Etat à administrer la mort en vertu de certaines exceptions, qui nous assure que d'autres exceptions ne s'imposeront pas demain ? Quelle société voulons-nous ? Une société du soin, ou une société qui résumerait la compassion à l'action de donner la mort ? »



Pour LCP, je suis revenu sur la loi autorisant l'euthanasie.

LE FIGARO

ENTRETIEN - Le député Droite républicaine, chef des urgences à l'hôpital Pompidou à Paris, dénonce le rejet des garde-fous qui « permettraient d'éviter des dérives ».

« Nous avons notamment proposé que le patient voie obligatoirement un psychiatre avant l'accès à l'euthanasie ou d'imposer des délais de réflexion plus longs. Aujourd'hui, ils sont de 2 à 17 jours ! C'est un mois en Belgique et trois mois au Canada. »

TRAVAIL LÉGISLATIF

Garantir à chacun l'accès aux soins palliatifs, partout en France - Faire de l'accompagnement et des soins palliatifs un droit réellement accessible sur l'ensemble du territoire, à l'hôpital comme à domicile, est une priorité. La proposition de loi que j'ai soutenue renforce les moyens consacrés aux soins palliatifs, prévoit la création de nouvelles unités et de maisons d'accompagnement, et améliore la formation des soignants. L'objectif : que personne ne soit laissé sans solution face à la maladie grave ou à la fin de sa vie, et que les aidants soient mieux accompagnés.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

27 mai 2025

TEXTE ADOPTÉ n° 121

PROPOSITION DE LOI

visant à garantir *l'*égal accès *de* tous *à l'*accompagnement *et aux* soins palliatifs,

Mieux protéger les jeunes contre le tabac et le vapotage - Cette proposition de loi compte étendre le paquet neutre à tous les produits du tabac et du vapotage, dont les emballages colorés et les codes marketing peuvent particulièrement séduire les adolescents. L'objectif est de prévenir l'entrée des jeunes dans la dépendance à la nicotine et de mieux faire apparaître les messages de prévention, tout en préservant l'usage de la cigarette électronique comme outil de sevrage pour les fumeurs adultes.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 28 avril 2026.

N° 2726

PROPOSITION DE LOI

pour un paquet neutre *pour tous les* produits *du* tabac *et du* vapotage,

QUESTION ECRITE

Mieux prendre en charge les patients souffrant de Covid long - J'ai interrogé le Gouvernement sur les difficultés rencontrées par les personnes atteintes de Covid long : errance diagnostique, manque de structures adaptées et difficultés d'accès aux soins. Je demande l'application de la loi votée en 2022 : la mise en place de la plateforme nationale et une meilleure sensibilisation des professionnels de santé, afin que les patients puissent être diagnostiqués, orientés et pris en charge près de chez eux.

Garantir votre sécurité

TRAVAIL LÉGISLATIF

Loi RIPOST - Le projet de loi RIPOST (Réponses Immédiates aux Phénomènes troublant l'Ordre public, la Sécurité et la Tranquillité) adopté en juillet 2026, vise à s'attaquer plus efficacement aux nuisances du quotidien et à la criminalité organisée. Elle augmente par exemple les sanctions à deux ans de prison et 15 000 € d'amende pour un rodéo, et la confiscation obligatoire du véhicule lors d'un refus d'obtempérer. La loi renforce les moyens des forces de l'ordre, avec par exemple l'autorisation du recours à des drones.



En soutien aux forces de l'ordre, devant l'Assemblée nationale, avec mon collègue Jean-Louis Thiériot.

Mieux protéger ceux qui assurent notre sécurité au quotidien - Alors qu'ils sont aujourd'hui confrontés à des formes de délinquance et de violence de plus en plus graves, j'ai cosigné une proposition de loi pour faire de l'armement des policiers municipaux la règle plutôt que l'exception.

Permettre aux militaires de nous protéger - L'augmentation du budget militaire de 6,7 milliards d'euros permettra de reconstituer les stocks de munitions et de préparer les armées aux guerres de demain (drones, espace, protection du ciel).

Mieux protéger les enfants contre la pédocriminalité et les violences sexuelles en ligne - Pour lutter contre les nouvelles menaces auxquelles les mineurs sont confrontés, je me suis associé à la proposition de loi qui vise à renforcer les sanctions contre les prédateurs en ligne, les auteurs de sextorsion, de deepfakes et de contenus pédocriminels générés par intelligence artificielle. Les plateformes s'en retrouvent davantage responsabilisées et les moyens d'enquête renforcés.

N° 2829

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 26 mai 2026.

N° 2829

visant à **lutter** *contre la* **pédocriminalité** *en* **ligne** *et les* **violences sexuelles** *sur* **mineurs**,

TRANSPORT DE PROXIMITÉ

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Liberté
Égalité
Fraternité

Le ministre

Réf : BDC_CM/2026-08/20947 EDU

Paris, le 11 SEP. 2026

Monsieur Philippe JUVIN
Député des Hauts-de-Seine
Rapporteur général
de la Commission des Finances
Assemblée nationale
126 rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP

Monsieur le rapporteur général,

Monsieur le Député,

Vous avez souhaité appeler mon attention, à l'occasion d'une question orale au Gouvernement du 6 janvier 2026, et par courrier du 18 juin 2026, sur les projets de prolongement de lignes du métro en Île-de-France, particulièrement celles amenées à desservir le territoire des Hauts-de-Seine sur les secteurs de la Garennes-Colombes et de Bécon-les-Bruyères ou des Vallées, dans le cadre des hypothèses de prolongements des lignes 1 et 3 du métro.

prévisionnelle.

Comme vous l'indiquez, IDFM mène actuellement des études d'approfondissement en vue de converger sur la solution de transport la plus appropriée, afin de préparer dans de bonnes conditions les prochaines étapes de la concertation et de la nouvelle enquête publique sur ces projets de prolongements. Cette concertation associera les riverains, les associations d'usagers des transports et de protection de l'environnement, ainsi que des services de l'État.

la faisabilité et le niveau de priorisation de différents prolongements de métro, parmi lesquels figure les deux prolongements que vous évoquez. Il est en effet prévu une restitution en deux étapes de ces études aux territoires et acteurs concernés : mi-2026 un rendu du diagnostic territorial et technique et fin 2027 une analyse comparative comprenant une hiérarchisation des projets.

.../...

Les études de diagnostic territorial de cette première phase se sont achevées au moins de juin. Le dialogue avec les territoires est mené par IDFM qui devrait organiser prochainement des échanges avec les collectivités concernées sur la base de ces premières analyses.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de ma considération distinguée.

Bien à toi, Jamal

La réponse du ministre à mon courrier.

Métro : faire avancer les prolongements - J'ai interrogé le ministre des Transports sur l'avancement des études de prolongement des lignes 1 et 3. Ces projets sont essentiels pour améliorer les déplacements dans nos trois communes. Le ministre m'a répondu que le diagnostic technique sera rendu fin 2027. Je reste mobilisé pour obtenir un calendrier clair et des avancées concrètes.

A vos côtés, à Bois-Colombes, Courbevoie et La Garenne-Colombes



Le futur cinéma de La Garenne



A l'école Gramme de Bois-Colombes



Comité de quartier du Centre sud à La Garenne



A votre rencontre lors de la fête des voisins à La Garenne avec la maire Monique Raimbault



Avec Pierre Crosnier Leconte, maire de Bois-Colombes



Le repas de Noël des seniors au théâtre de La Garenne



Commémorations de l'Appel du 18 juin à La Garenne



A la rentrée des classes de l'école Pierre Joigneaux de Bois-Colombes



La fête des voisins de La Garenne



Commémorations de l'Appel du 18 juin à Courbevoie avec le maire Jacques Kossowski



Comité de quartier du Centre nord à La Garenne

Pour me suivre et me contacter

Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris SP 07

philippejuvin.fr
philippe.juvin@assemblee-nationale.fr

TikTok

Scanner ce QR code pour retrouver mes propositions et mes interventions